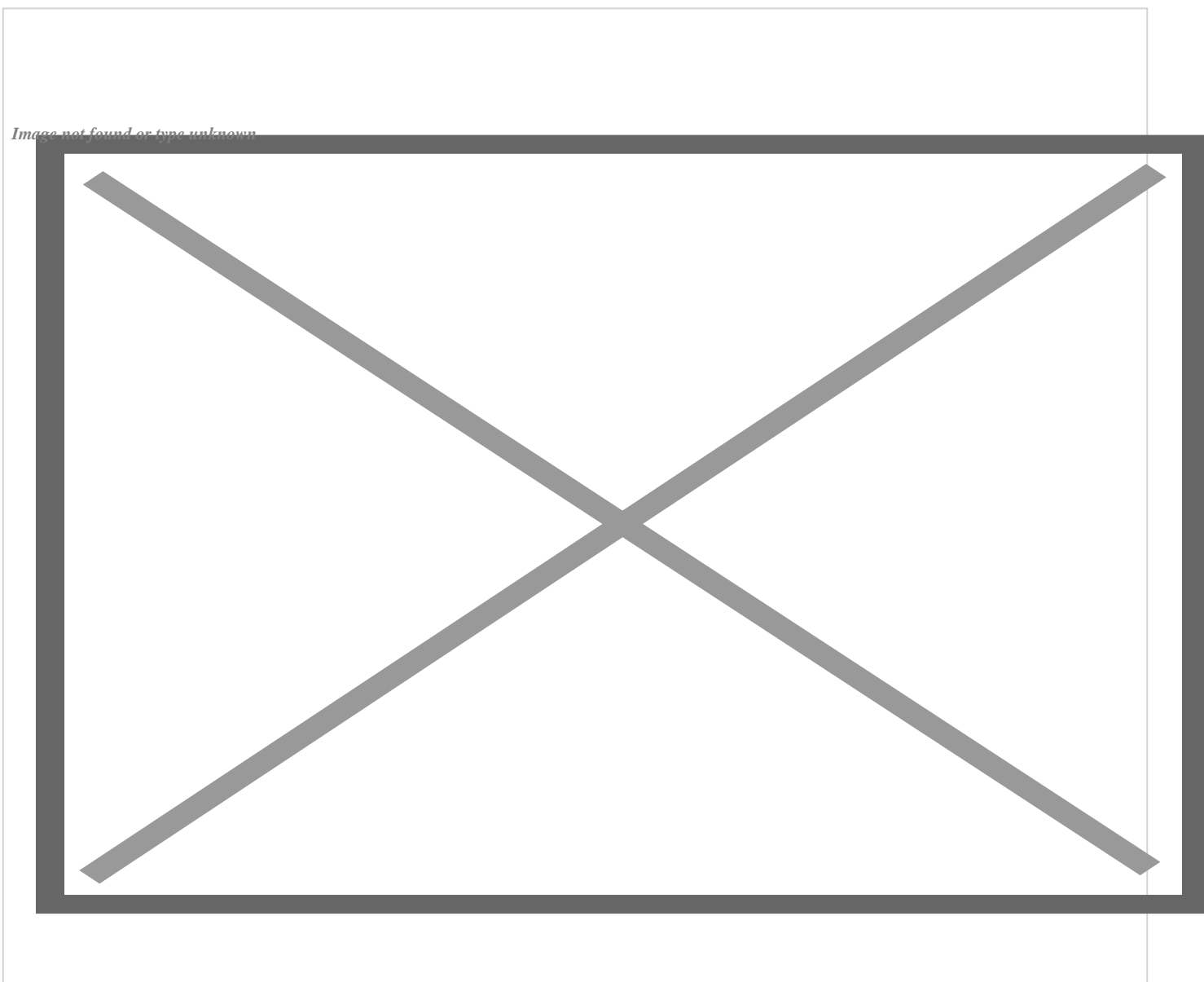


La police a réprimé des autochtones devant le Congrès national du Brésil



Brasilia, 22 juin (RHC) La police du District fédéral a réprimé aujourd'hui devant le Congrès national brésilien une centaine d'indigènes qui protestaient pour exiger le retrait d'un projet de loi sur la démarcation des terres autochtones.

La manifestation a été dispersée par les forces de l'ordre avec une violence extrême et l'utilisation de grenades lacrymogènes, ont rapporté des témoins cités par les médias.

C'était la deuxième attaque policière en quelques jours, la première ayant eu lieu le 17 juin.

Ce projet de loi prévoit une série de modifications dans la juridiction des terrains originaires des indiens brésiliens.

Parmi les modifications, il y en a une qui stipule que les peuples autochtones n'auraient droit qu'aux domaines qui étaient en leur possession le 5 octobre 1988.

Le vote de l'initiative était prévu ce mardi à la commission de la Constitution et de la justice de la Chambre des députés, mais il a été retiré de l'ordre du jour à la suite des protestations.

Depuis une semaine, des groupes d'indigènes campent sur l'Esplanade des Ministères, avenue centrale de cette capitale où se trouvent les bâtiments des pouvoirs publics.

L'Articulation des peuples autochtones du Brésil (APIB) a dénoncé en mars devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies le gouvernement du président Jair Bolsonaro pour avoir mené une politique d'extermination contre les communautés autochtones.

Nous avons vécu des moments très graves dans notre pays. L'actuel Exécutif brésilien applique une politique qui est extrêmement nuisible aux peuples autochtones', a déclaré devant ce conseil Luiz Eloy Terena, avocat de l'APIB.

Il a déclaré que le gouvernement et ses agents doivent être tenus pour responsables de tels actes. Nous sommes face à une politique d'extermination, nous demandons de l'aide pour arrêter le génocide', a-t-il souligné.

L'accusation de l'APIB a reçu l'appui du Conseil autochtone missionnaire et le parrainage de l'Institut pour le développement et les droits de l'homme, de l'Association brésilienne des gays, lesbiennes et transgenres, de la Terre des droits et de l'Institut brésilien d'analyse sociale et économique.

Terena a également révélé que 114 peuples indigènes qui n'ont jamais été en contact avec l'homme blanc sont en danger en raison du coronavirus et des invasions illégales de bois dans des zones de l'Amazonie.

Un rapport de l'Association Hutukara Yanomami a révélé que l'exploitation minière illégale, l'une des principales causes de destruction de l'environnement dans la forêt amazonienne, a augmenté de 30% en 2020 sur les terres yanomami, soit l'équivalent de 500 terrains de football.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/261560-la-police-a-reprime-des-autochtones-devant-le-congres-national-du-bresil>



Radio Habana Cuba